
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61465

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Hans-Ulrich WEHLER, *Deutsche Gesellschaftsgeschichte. Dritter Band: Von der »Deutschen Doppelrevolution« bis zum Beginn des Ersten Weltkrieges 1849–1914*, München (C. H. Beck) 1995, XVIII–1515 p.

Après les deux volumes publiés en 1987, Hans-Ulrich Wehler poursuit sa monumentale histoire de la »société allemande« depuis 1700, en livrant un gros volume de plus de 1500 pages, consacré à la seconde moitié du XIX^e siècle. Comme il l'explique dans l'introduction générale de son œuvre, W. conçoit l'histoire sociale comme une histoire globale de la société – avec ses trois axes fondamentaux: l'économie, le pouvoir, la culture – privilégiant l'explication des phénomènes. Il s'agit, en particulier, d'expliquer, dans une perspective comparatiste, le processus de modernisation qui fait passer l'Allemagne d'une société agraire précapitaliste, aristocratique, patricienne et absolutiste à une société républicaine et démocratique, marquée par un capitalisme industriel organisé et l'interventionnisme de l'État. La seconde moitié du XIX^e siècle est décisive, car W. estime que l'Allemagne emprunte alors une »voie particulière« de modernisation qui la différencie des autres pays occidentaux et constitue un élément essentiel d'explication du nazisme. Alors que les autres pays occidentaux ont été touchés successivement par la révolution industrielle anglaise et par la révolution politique française, l'Allemagne mène de front, en l'espace d'une génération – de 1845 à 1873 – trois mutations profondes: la révolution industrielle, l'ascension d'une société de classes, la création d'un État national. La »double révolution« allemande – la constitution d'une société capitaliste industrielle et la création d'un État national – provoque des tensions sociales extrêmement fortes qui sont surmontées non pas par un processus démocratique »normal«, mais par un »pouvoir charismatique«, celui du fondateur du Reich, Bismarck. Représentant des forces sociales traditionnelles, il a bloqué le processus »normal« de parlementarisation et de démocratisation. Ses vingt années de »pouvoir charismatique« marquent d'une empreinte très profonde les mentalités et la culture politique allemande et expliquent la nostalgie d'un chef charismatique jusqu'à Hitler. Ainsi, contrairement à une tendance actuelle de l'historiographie qui, à la suite d'historiens anglo-saxons, nie la notion de »Sonderweg« allemand, W. en réaffirme la pertinence, même s'il le fait avec beaucoup de nuances et de précautions. Malgré la diversité réelle des modes de modernisation des pays occidentaux, l'Allemagne présente, selon l'auteur, des particularités significatives qui permettent de parler de »Sonderweg« à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle et surtout du dernier tiers du siècle. Un des paradoxes de cette »histoire sociale« est d'attribuer à un individu hors du commun le rôle primordial dans cette inflexion de l'histoire allemande.

Le volume est divisé en deux grandes parties chronologiques: la période de la »double révolution« allemande (1849–1871/3) marquée par la concomitance d'une révolution industrielle accélérée et de la formation de l'État national »par le haut«; le II^e Reich avec une description particulièrement détaillée de la période bismarckienne. Chaque partie est subdivisée en cinq sous-parties, traitées de manière autonome: l'évolution de la population (mouvement naturel, migrations, répartition ville–campagne, répartition des actifs, urbanisation), l'évolution économique (industrialisation avec les industries de pointe, développement des banques et des services, modernisation de l'agriculture, cycles et crises économiques), l'évolution des structures sociales (passage d'une société d'ordres à une société de classes, rapports et conflits sociaux, hiérarchies et fluidité sociale, organisations professionnelles et syndicales), l'évolution des structures du pouvoir (pouvoir charismatique de Bismarck, polycratie wilhelmienne, partis politiques, idéologies politiques, mouvements politiques divers, nationalisme, antisémitisme, pacifisme ...), l'évolution culturelle (religions, enseignement et université, production littéraire, développement de la »société de communication«). Cette énumération n'est pas exhaustive et vise simplement à montrer la richesse de l'ouvrage. L'auteur n'hésite pas à aller jusqu'au détail pour expliquer les phénomènes et faire le point des connaissances. Il privilégie l'analyse des mécanismes d'évolution dans une

perspective comparatiste, avec le souci de préciser les particularités du processus de modernisation de l'Allemagne. L'auteur maîtrise parfaitement tous les aspects du sujet et répond avec nuance, sans jamais se contenter d'explications simplistes, aux principales questions soulevées par l'historiographie de l'Allemagne depuis 1945.

Alors qu'il avait repris, dans des ouvrages antérieurs, la théorie du «bonapartisme», appliquée par Marx et Engels au régime politique instauré par Bismarck, W. estime aujourd'hui le modèle peu adapté au cas allemand et lui substitue celui du «pouvoir charismatique», un des trois idéaux-types du pouvoir légitime définis par Max Weber. C'est un pouvoir qui s'affirme en période de crise grave et s'identifie à l'homme qui surmonte la crise. W. réinterprète tous les aspects du régime bismarckien en fonction de ce modèle. Arrivé au pouvoir à la faveur d'une crise majeure du régime monarchique prussien – le conflit constitutionnel de 1860–1866 –, alors même que l'Allemagne est bouleversée par une révolution économique, sociale et culturelle qui marque l'ancrage d'un nouveau système capitaliste industriel, Bismarck surmonte les crises intérieures et réalise, grâce à trois guerres victorieuses (1864, 1866, 1871), l'unité nationale de la Petite-Allemagne, en s'appuyant sur le mouvement national et libéral. Ces succès fondent le «pouvoir charismatique» de Bismarck, «grand dompteur» des crises, et permettent la mise en place d'un régime monarchique fort qui, cas unique en Europe, préserve le pouvoir de «chef de guerre suprême» d'un souverain entretenant des relations quasi-féodales avec le corps des officiers prussiens. La position privilégiée des militaires – presque totalement à l'abri du contrôle du parlement – et le prestige tiré de trois guerres victorieuses expliquent l'imprégnation de la société allemande par les valeurs militaires, ce que W. appelle «le militarisme social»: mépris du civil, raideur dans les rapports sociaux, sens exacerbé des hiérarchies, discipline sociale. Nulle part ailleurs, le militarisme n'a imprégné à ce point la mentalité collective, l'identité nationale et le nationalisme. En s'appuyant sur son pouvoir charismatique, Bismarck renforce la monarchie prussienne et le pouvoir social et politique de l'aristocratie. A la faveur de la crise économique de 1873–1879, il donne une direction définitivement conservatrice au régime grâce à une alliance entre grands propriétaires terriens et grande industrie, sur la base d'un régime douanier protectionniste qui garantit les fondements économiques des grands propriétaires de l'Est de l'Elbe. Il ne s'agit pas d'une «seconde fondation» du Reich, mais d'un simple «tournant». Le pouvoir charismatique s'érode dans le quotidien et a besoin de se «revitaliser» par de nouvelles crises, réelles ou factices. Bismarck l'entretient en s'inspirant des méthodes de manipulation du bonapartisme: crises extérieures (1875, 1887) et intérieures (Kulturkampf, lutte contre la social-démocratie ...), politique sociale, «impérialisme social» avec l'ébauche d'une politique coloniale. Sa chute est la conséquence logique de l'affaiblissement du charisme qui lui assurait une relative autonomie.

Wehler rejette la thèse d'un «régime personnel» de Guillaume II et affirme celle d'une «polycratie» qu'il a déjà soutenue. Le départ de Bismarck laisse un vide politique qu'aucun de ses successeurs ne saura combler, d'où des centres de décision concurrents: monarque, marine, armée, associations économiques, associations nationalistes. Ce qui explique une politique sans cohérence après 1890. La Weltpolitik est à la fois une stratégie de maîtrise des crises intérieures et de détournement des esprits des réformes nécessaires, et une réponse à la pression des associations nationalistes, ce qui concilie la thèse du «Sozialimperialismus» et celle du «nationalisme des classes moyennes». Dans une longue analyse de la crise de juillet 1914, W. prend ses distances avec les thèses de Fritz Fischer qui parle d'une «planification» de la guerre depuis fin 1912. Tout en affirmant la responsabilité principale de l'Allemagne, il reprend la thèse de «l'agressivité défensive» qui conduit les dirigeants allemands à prendre un «risque calculé» de guerre généralisée. Cette «agressivité défensive» apparaît essentiellement, malgré des nuances, comme un produit du système politique et social: blocage politique avec le succès de la SPD aux élections de 1912 et les grèves; incapacité financière à relever le défi naval britannique sans nouvelle majorité parlementaire; refus du ministère

de la guerre prussien d'accroître plus fortement les effectifs de l'armée, afin de préserver la prédominance des officiers nobles, ce qui rend, à terme, inapplicable le plan Schlieffen; resserrement des liens exclusifs avec l'Autriche-Hongrie; espoir de renforcer la légitimité du régime.

À côté du rôle essentiel de Bismarck dans le »Sonderweg« allemand, Wehler souligne aussi des »conditions particulières« de modernisation et des éléments structurels qui favorisent le pouvoir charismatique et les forces sociales anciennes. L'Allemagne ne connaît pas les deux phases de l'industrialisation; la variante la plus moderne du capitalisme industriel se développe dans une société peu transformée par le capitalisme commercial, agraire et industriel. D'où des tensions sociales, politiques et culturelles particulièrement fortes. De même, l'Allemagne n'a pas l'expérience des crises cycliques industrielles et les crises de 1873/9 et de 1882/6 frappent une »nation allemande« récente et encore mal constituée. Un système »corporatiste autoritaire« se met en place pour réguler le marché (douanes protectrices, législation sociale, législation du travail ...), un système à trois partenaires: l'économie organisée (cartels, syndicats, regroupements de producteurs), les syndicats et l'État. Ce système d'»économie mixte« n'est pas particulier à l'Allemagne, mais s'y développe dans un cadre autoritaire qu'il contribue à renforcer en déplaçant le centre des décisions vers des comités restreints, court-circuitant le parlement.

Les structures sociales de l'Allemagne ont aussi des caractères particuliers qui persistent malgré le passage à une société de classes. Il n'y a pas, dans les pays occidentaux, d'équivalent de la noblesse prussienne qui parvient à préserver et même à renforcer sa position dans la société et l'État. Elle échappe à toute influence libérale et domine le gouvernement, la haute administration, le corps des officiers, ainsi que la Chambre des Seigneurs prussienne, ce qui lui permet de bloquer toute réforme politique libérale. Si W. écarte la théorie d'un »déficit bourgeois« et d'une »féodalisation« de la grande bourgeoisie économique, il estime que la grande bourgeoisie économique allemande se distingue par ses liens étroits avec l'État et l'attraction qu'il exerce sur elle. C'est un héritage de la tradition absolutiste et du prestige réformateur de la bureaucratie prussienne, mais aussi de la défaite des libéraux dans le conflit constitutionnel prussien et dans les luttes pour le partage du pouvoir après 1871. Les grands bourgeois sont des »dévots de l'État«, peu aptes à contester l'autorité établie.

Le »Bildungsbürgertum«, »bourgeoisie du savoir«, est un phénomène unique en Europe occidentale avec ses aspects positifs et ses aspects négatifs, variables selon les époques. Cette élite au service de l'État ou de professions libérales proches de l'État traverse une crise grave après 1880. Son idéal de formation néo-humaniste est remis en cause par la spécialisation croissante des formations universitaires et par la diffusion de nouvelles idéologies, tandis qu'elle est menacée dans son statut social par un glissement vers les classes moyennes. Une partie de cette élite réagit par le »Kulturpessimismus«, une critique systématique de la modernité. Elle préconise le retour aux vraies valeurs nationales, sombrant souvent dans un nationalisme intégral, teinté d'antisémitisme raciste. Les classes moyennes traditionnelles sont plus qu'ailleurs nostalgiques de la communauté des villes préindustrielles et cultivent la nostalgie de la »Gemeinschaft«. Menacées de déclassement elles sont sensibles, après 1870, aux thèses antilibérales, au Kulturpessimismus, et recherchent la protection de l'État contre les difficultés d'adaptation au marché. L'Allemagne se différencie aussi par une organisation très précoce du prolétariat industriel en parti politique, puis en syndicat, précocité qui favorise une prise de distance avec le libéralisme et l'adoption du marxisme. C'est un élément important du particularisme allemand. Malgré les fortes tensions qui traversent la société allemande et la rigidité des relations sociales, W. estime qu'on ne peut parler de société bloquée ou de situation prérévolutionnaire en 1914. La société allemande est finalement un curieux mélange de modernité, souvent en avance sur les autres pays industrialisés, et d'éléments d'Ancien Régime.

Nous n'avons donné qu'un aperçu de l'extrême richesse de cet ouvrage, très nuancé, même s'il développe des thèses vigoureuses. C'est une œuvre de la qualité de la grande synthèse de Thomas Nipperdey, et l'on attend avec impatience le quatrième volume sur la période 1914–1990.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Christophe CHARLE, *Les intellectuels en Europe au XIX^e siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris (Seuil) 1996, 369 S. (UH).

Dieses Buch kommt zur rechten Zeit: fast genau hundert Jahre nach der Erfindung des Ausdrucks »Intellektueller« das erste Buch über die Geschichte der europäischen Intellektuellen; rund fünfzig Jahre nach dem großen programmatischen Aufsatz von Marc Bloch, der erste historische *Vergleich* über die Intellektuellen; in einer Zeit der intensiven Diskussion über Kulturgeschichte und Sozialgeschichte ein Buch über *das* kulturhistorische Thema, die Intellektuellen. Christophe Charle, der Autor dieses Buches, Professor an der Sorbonne in Paris, publizierte seit Mitte der 1980er Jahre fast jedes Jahr ein Buch aus dem Umkreis dieses Themas, über Intellektuelle, über Eliten, über Professoren. Er ist einer der produktivsten und bekanntesten französischen Sozialhistoriker seiner Generation. Dies ist sein erstes vergleichendes Buch.

Eine Geschichte der europäischen Intellektuellen wagte bisher niemand zu schreiben, obwohl die Internationalität der europäischen Intellektuellen schon immer Zweifel daran entstehen ließ, ob die übliche nationale Geschichte der Intellektuellen nicht eine künstliche Einengung war. Historiker schreckten besonders aus zwei Gründen vor einem solchen Projekt zurück: Die historische Forschung über die Intellektuellen in den verschiedenen europäischen Ländern erschien ihnen in der Regel zu disparat und unübersichtlich, aber wohl auch der Begriff des »Intellektuellen« vor allem im deutschen Sprachraum zu unscharf und unwissenschaftlich.

Christophe Charle schreibt die Geschichte der europäischen Intellektuellen im 19. Jh. mit einer durchdachten Begrifflichkeit. Zu seinem Konzept des Intellektuellen (dazu rechnet er Wissenschaftler, Literaten, Lehrende, auch Journalisten, Künstler, Ärzte, Rechtsanwälte) gehört eine soziale Dimension. Das ist für ihn die präzise historische Darstellung der Aktivitätsfelder und wirtschaftlichen Chancen der Intellektuellen, und zwar als Rahmen, nicht als Determinanten. Zu seinem Konzept gehört aber auch eine kulturelle und politische Dimension: die Untersuchung der Strategie der Intellektuellen bei der Durchsetzung ihres Einflusses, ihrer Selbstdefinition in der Gesellschaft, ihrer symbolischen Kämpfe um bestimmte Freiheitsrechte, vor allem Meinungsfreiheit, Pressefreiheit, Versammlungsfreiheit, Vereinigungsfreiheit. Er stellt die Autonomie als Kern des Selbstverständnisses der Intellektuellen des 19. Jh. in das Zentrum. Mit diesem Konzept distanziert sich Charle ebenso von dem Begriff des »engagierten Intellektuellen« Jean-Paul Sartres wie von einer reinen Geistesgeschichte der großen intellektuellen Namen.

Die europäische Dimension wählt Charle, weil die Natur seines Gegenstandes das nahelegt und erfordert: Die europäischen Intellektuellen agierten nicht nur im jeweiligen nationalen europäischen Rahmen, sondern europaweit. Das Nachzeichnen dieser internationalen Verflechtung zieht sich als ein roter Faden durch das ganze Buch. Charle sieht sich allerdings aus arbeitsökonomischen Gründen gezwungen, sich auf Frankreich, Großbritannien, Österreich-Ungarn und Deutschland zu konzentrieren und die Geschichte Italiens, Spaniens und Rußlands eher nebenbei zu behandeln.

Charle schreibt die Geschichte der Intellektuellen im 19. Jh. als eine soziale Gruppe, die allmählich ihren Platz in der Gesellschaft erobert. Die erste Hälfte des 19. Jh. ist für Charle überall in Europa eine Epoche des schwierigen Starts der Intellektuellen: Die Zahl der Aka-